

Togo
Point de vue sur la crise socio-politique
Ce Que Veulent Les Togolais

« Plus loin on regarde vers le passé, plus loin on voit vers l'avenir. »
Winston Churchill

Le passé... Deux faits importants dans le passé ont marqué d'un sceau indélébile ma conscience citoyenne.

Le premier fait se passait le mercredi 27 avril 1960. J'avais 6 ans et demi et faisais partie d'un groupe de jeunes enfants et élèves qui devaient former les haies d'accueil, entonner l'hymne national qui serait entendu pour la première fois par la majorité de gens dans la grande foule qui s'était rassemblée sur la place publique de Glidji-Kpodji, mon village natal. J'aurais aimé décrire toute la splendeur de cet évènement, mais les pages de cet article ne pourraient contenir ce récit.

L'enfant que j'étais avait vécu l'indépendance de la jeune nation togolaise et je me rappelle comme hier de la montée du drapeau togolais. Je me souviens de l'atmosphère électrique, de la liesse populaire, de l'immense joie qui rayonnait sur le visage de tout le monde. Quelle expression de liberté et de dignité. La foule scandait *Ablodé... Ablodé... Ablodé Gbadja...*

J'étais donc témoin actif de cet évènement historique et grandiose, ce qui fût pour moi un immense privilège et une réelle bénédiction. Nous avons tous la sensation qu'un chapitre de notre histoire était fermé et que les citoyens libres que nous étions devenus allaient construire notre avenir sans contrainte. Nos yeux brillaient d'espoir et nos têtes étaient pleines de rêves. En un mot, la vision de nos parents et aînés était de construire notre pays dans la dignité, le travail bien fait, et l'amour de la patrie.

Cette euphorie fut de courte durée, car nous nous étions réveillés dans la stupeur le 13 janvier 1963 et ceci constituait le deuxième fait marquant qui fût gravé à jamais dans ma mémoire et je crois dans la mémoire de tous les Togolaises et Togolais. Trois ans à peine après l'indépendance acquise aux prix de lourds sacrifices et pénibles luttes, le premier Président de la jeune nation togolaise, le père de l'indépendance fut assassiné. C'était une journée de frayeur, de peur et d'angoisse.

Voyant la stupeur dans les yeux de mes parents et des gens du village, j'avais compris que quelque chose de grave venait de se passer. C'était comme un tremblement de terre, ce qui donna l'impression que notre pays, le Togo, était pris en otage. Ma foi chrétienne était secouée.

Malgré mon jeune âge, j'avais le net sentiment qu'une grossière injustice et un indéniable gâchis étaient commis. La résultante fut pour moi une horrible aversion pour la politique d'une manière générale, et en particulier pour sa version sous les Tropiques. Mais en même temps, était née dans ma conscience cette envie de combattre l'injustice et la barbarie, d'être du côté de l'opprimé, et de revendiquer la liberté.

Aujourd'hui, après plus de cinq décennies, la population togolaise s'est malheureusement retrouvée, comme au temps de la lutte pour son indépendance, dans un combat pour revendiquer sa liberté perdue et lutter pour se réapproprier sa dignité. Il s'avère donc difficile de ne pas se sentir concerné et préoccupé pour son pays.

En fait que revendique exactement la population togolaise ? Les revendications sont simplement et clairement énoncées par la population :

- Le retour à la Constitution de 1992 ;
- Le vote de la Diaspora ;
- La démission du Président de la République.

Quelles que soient les formulations diverses qui sont utilisées, ce que veut réellement la population c'est la reconquête de sa liberté confisquée depuis des décennies, l'alternance politique ici et maintenant, l'avènement de la démocratie, le développement et la paix. Se sentir libre chez soi et être l'artisan de son destin n'a pas de prix.

À mon humble avis, les causes profondes du soulèvement populaire dans notre pays sont le déficit démocratique et le malaise social créé notamment par une pauvreté généralisée, un chômage élevé –surtout chez les jeunes, des services publics de base inadéquats ainsi qu'une mauvaise gestion des ressources publiques. En effet, toute dictature non éclairée et le manque de vision forte engendrent la mal-gouvernance, la corruption, et une fracture sociale. Il y a une corrélation entre ces maux et le non-développement d'une part, et la croissance économique non optimale et non inclusive d'autre part.

Sans aborder en détail les considérations propres aux défis du développement économique –car, tel n'est pas l'objet de cet exposé, je voudrais m'arrêter sur deux chiffres : le pouvoir d'achat et la dette.

Selon mes dernières informations, le SMIG au Togo varie entre 28 000 FCFA et 35 000 FCFA. Ceci comparé au coût de la vie donne une indication des problèmes que la plupart des Togolais rencontre au quotidien pour faire face à leurs besoins élémentaires.

S'agissant de la dette, suite à son allègement au point d'achèvement de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), la dette publique totale du pays était estimée à 44% du produit intérieur brut (PIB) en 2011. Elle est estimée à 81,5% du PIB en 2016, se situant au-dessus des normes de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

À quoi a servi cet endettement massif ? Quels sont les projets productifs et structurants auxquels ces ressources empruntées ont contribué ? Comme le dit si bien l'adage « *A César ce qui est à César* ». Reconnaissons qu'il y a quelques embellies dans la ville de Lomé, certaines routes bitumées, des travaux d'agrandissement au Port Autonome de Lomé, la nouvelle aérogare de Lomé. Mais quelle a été la qualité de ces infrastructures et à quels coûts ont-elles été réalisées ?

L'avenir... En tournant le regard vers le dialogue annoncé, qu'attendons-nous au juste de ce dialogue, je dirai plutôt de ces négociations ?

À l'issue des négociations, nous attendons : la formation d'un gouvernement de transition crédible et équilibré d'au moins deux ans avec à sa tête un Premier ministre indépendant et avec une équipe de femmes et d'hommes compétents ayant réellement à cœur le service à la nation.

Le choix des hommes, comme aimait le dire un ancien et illustre chef d'État, est crucial pour la réussite de cette transition salutaire et vitale. À ce sujet, la thèse du chaos que nous entendons souvent est irrecevable.

À l'intérieur du pays comme dans la diaspora, le Togo regorge de personnes compétentes et expérimentées, capables de prendre en main le destin de la nation et de la conduire sur le chemin de la démocratie, de l'État de droit, de la bonne gouvernance politique et économique, du développement et de la paix.

La feuille de route de cette transition devrait comporter des réformes pour : (i) ré crédibiliser les institutions de la République ; (ii) restructurer les forces de défense et de sécurité afin de les rendre plus républicaines ; (iii) organiser des élections transparentes et crédibles permettant enfin, aux Togolaises et aux Togolais, de choisir en toute liberté et conscience leurs dirigeants et représentants au terme de la transition.

Cette transition devrait aussi comporter des mesures pour poser les bases visant à : (i) assainir les finances publiques et relancer l'économie ; (ii) améliorer l'offre des services publics dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la justice ; (iii) renforcer le climat des affaires pour le rendre plus propice à l'investissement privé national et étranger en vue de favoriser la création d'emploi.

Quant au président de la transition, deux scénarios sont envisageables. À l'issue des négociations et en fonction des rapports de force et des garanties offertes par les uns et les autres, le Président de la transition peut être incarné par une personne autre que l'actuel chef d'État. C'est le scénario porté par les revendications de la population qui demande la démission immédiate du Président.

Mais dans une négociation, il faut avoir des options. Rester inflexible pourrait déboucher sur des situations non maîtrisables. Chemin faisant, les négociations peuvent aussi aboutir à la recherche d'une porte de sortie honorable au Président actuel en décidant de le maintenir à son poste, jusqu'à la fin du présent mandat, avec des garanties fermes et écrites de ne plus se représenter lors des élections à venir.

Des dispositions idoines devraient être prises pour éviter les crises de transition connues dans le passé. Il serait recommandable que l'Acte final des négociations soit signé par les parties prenantes, les médiateurs, la CEDEAO, l'Union Africaine et si possible par la France, les États-Unis, et l'Union européenne. Un organe de veille devra également être constitué pour prévenir tout dérapage et prendre des mesures nécessaires en vue du respect scrupuleux des accords. Une vigilance de tout instant est nécessaire.

La population togolaise est assez mûre pour ne pas « *jeter le bébé avec l'eau du bain* ». L'équipe de la transition veillera à sauvegarder et préserver les intérêts économiques et financiers des investisseurs étrangers comme nationaux, et créer un environnement propice à de nouveaux investissements, à l'esprit d'entreprise des nationaux, et à la création d'emplois. Il est tout aussi clair qu'il n'y aura pas de chasse aux sorcières parce que cette aspiration à la liberté trop longtemps confisquée, l'alternance et la démocratie, n'est dirigée contre aucun intérêt ou groupe de personnes.

Je termine en disant qu'il faut convenir que la population revendique sa liberté et sa dignité. C'est une légitime revendication qui se fait de manière pacifique, mais avec détermination et fermeté. C'est le devoir de la population de se réapproprier son destin et d'avoir le regard tourné vers un jour nouveau et un avenir meilleur.

Il est temps que les pays africains ainsi que la communauté internationale accompagnent le Togo dans sa quête du mieux-être. La récente sortie officielle des hautes autorités de la République du Nigéria, à l'occasion de la présentation des lettres de créance du nouvel ambassadeur du Togo, est encourageante à cet égard et va dans la bonne direction. Tous les autres pays de la sous-région doivent leur emboîter le pas.

Le Togo doit rentrer dans la « normalité ». Le rêve des Togolaises et Togolais est de voir un mouvement régulier de Chef d'État à la tête de leur pays tous les 5 ou 10 ans, à travers des élections transparentes et crédibles, comme cela se fait déjà dans tous les autres pays de la sous-région ouest-africaine. Est-ce trop demander ?



Ékué Pierre G. Kpodar
Économiste & Consultant
Ancien Directeur adjoint à la BCEAO, Dakar, Sénégal
Ancien Représentant résident du FMI au Cameroun
Ancien Chef de mission au FMI, Washington D.C., Etats Unis
●11 février 2018●